



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Albi, le 08/06/2023

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Cellule Déchets

Affaire suivie par : Fabrice LOUVART-DE-PONTLEVOYE

Tél. : 05 81 27 54 85

Mél. : fabrice.louart-de-pontlevoye@developpement-durable.gouv.fr

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet de l'Aveyron

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement
et du développement durable

CS 73114

12031 RODEZ CEDEX 9

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Demande de dérogation pour l'épandage de digestat brut traité thermiquement.
Unité de méthanisation sur le territoire de la commune de MONTBAZENS
Société PROMETER

Pj : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation temporaire.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un rapport établi par l'inspection des installations classées, dont j'adopte les conclusions.

Le projet d'arrêté préfectoral a été communiqué par la DREAL à la Société PROMETER pour la phase contradictoire. L'exploitant a répondu par courriel le 7 juin 2023 et n'a pas formulé d'observation.

**Pour le DREAL et par délégation,
Le Chef de l'Unité inter-départementale,**

Frédéric BERLY



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Albi, le 07/06/2023

Cellule Déchets

Affaire suivie par : Fabrice LOUVART de PONTLEVOYE

Téléphone : 05 81 27 54 85

Courriel : fabrice.louvar-t-de-pontlevo-ye@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : 0006810966

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande de dérogation pour l'épandage de digestat brut traité thermiquement.

Unité de méthanisation sur le territoire de la commune de MONTBAZENS – **SAS PROMETER.**

PJ : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation temporaire.

Rapport de l'inspection des installations classées à l'attention de Monsieur le Préfet de l'Aveyron

L'objet du présent rapport est de proposer à Monsieur le préfet de l'Aveyron une décision sur cette demande d'autorisation d'épandage de digestat brut produit par l'unité de méthanisation de la société PROMETER.

La société PROMETER a déposé sa demande par courrier en date du 20 mars 2023.

Lors de la réunion technique du 25 mai 2023, en présence de la DDETSPP, l'exploitant a été invité à compléter sa demande.

L'exploitant a transmis les compléments le 31 mai 2023.

ANALYSE DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

1.1- Objet de la demande

L'exploitant du site est autorisé par arrêté préfectoral n°12-2017-03-15-0025 délivré le 15 mars 2017 à exploiter une unité de méthanisation de déchets organiques et **à procéder à l'épandage de digestat solide et liquide.**

La demande porte sur une autorisation pour épandre du digestat brut en lieu et place du digestat solide et liquide que devrait produire l'unité de méthanisation de la société PROMETER.

1.2- Contexte de la demande

Le plan d'épandage défini au chapitre 5.4. de l'arrêté préfectoral susvisé autorise, après post-traitement (centrifugation et évapo-concentration) du digestat brut en sortie de digesteur, la valorisation agronomique de :

- digestat sous forme solide à 25 % de MS (34 529 t/an) ;
- digestat sous forme liquide (sulfate d'ammonium) (2 284 t/an).

La SAS PROMETER rencontre de nombreuses difficultés techniques pour la mise en service des équipements depuis juillet 2022.

En particulier, depuis plusieurs semaines, le dysfonctionnement de l'ensemble des équipements de post-traitement du digestat brut entraîne la mise à l'arrêt des installations du fait de :

- l'impossibilité de produire du digestat solide et du digestat liquide en conformité avec l'arrêté d'autorisation et le plan d'épandage ;
- l'arrêt de l'extraction du digestat brut et le maintien des deux digesteurs et du post-digesteur pleins, sans possibilité de recevoir, incorporer et traiter de nouveaux intrants (éleveurs et contrats de réception de déchets avec les acteurs du territoire non honorés) ;
- l'arrêt de la production de biogaz.

Dans sa demande, l'exploitant précise que dans l'attente de la résolution des difficultés techniques rencontrées, l'évacuation temporaire du digestat brut permettrait :

- de reprendre les incorporations de matières entrantes et ainsi faire remonter le niveau de production de biométhane ;
- de couvrir les besoins des cultures et des prairies des agriculteurs et des éleveurs apporteurs .

1.3- Caractéristique du digestat brut

Le Digestat Brut correspond au digestat issu des digesteurs 1 et 2 et du post-digesteur.

Les résultats des analyses agronomiques, en Éléments Traces Métalliques (ETM) et Composés Traces Organiques (CTO), ainsi que les analyses microbiologiques comparatives entre le digestat solide et le digestat brut, sont présentées en annexe de la note technique transmise par l'exploitant.

Concernant les ETM et les CTO, les concentrations en mg/kg sont similaires entre les deux types de digestats et respectent les limites réglementaires auxquelles elles restent très inférieures.

L'innocuité sanitaire du digestat brut est garantie et identique selon les résultats d'analyses microbiologiques fournies par l'exploitant.

Les valeurs agronomiques respectives du digestat brut et du digestat solide (rapportées à la matière sèche), montrent que celle du digestat brut est supérieure à celle du Digestat Solide.

1.4- Volumes à épandre et surfaces d'épandage

La demande de dérogation porte sur une quantité de 25 000 m³ de digestat brut à 7 % de MS.

Dans le plan d'épandage autorisé, la Surface Potentiellement Épandable (SPE) est de 4 101 ha. Les parcelles et surfaces se répartissent ainsi en 3 groupes selon leurs aptitudes à l'épandage et contraintes :

- unités d'épandage en groupe 1 (pas de restrictions) --> environ 1 709 ha ;
- unités d'épandage en groupe 2 (zones d'exclusions liées aux distances de retrait réglementaires telles que habitations, routes, points d'eau...) → environ 2 004 ha ;
- unités d'épandage en groupe 3 soumises à adaptation de distance dérogatoires (à moins de 100 m par rapport aux cours d'eau lorsque la pente ≥ 7 %) --> environ 388 ha.

La surface nécessaire pour épandre la totalité du digestat brut est estimée par l'exploitant entre 1 000 et 1 500 ha à raison de 15 m³/ha (90 unités d'azote) à 20 m³/ha (110 unités d'azote) selon l'état végétatif des cultures et les objectifs de rendement.

En conséquence, l'exploitant souhaiterait pouvoir épandre le digestat brut sur les unités d'épandage des groupes 1 et 2 qui ne présentent aucune restriction.

1.5- Durée de l'autorisation d'épandage de digestat brut

Compte tenu de la complexité de ses installations et en particulier le post-traitement, l'exploitant souhaite disposer d'une autorisation dérogatoire pérenne d'épandage du digestat brut, en alternative, lors de problèmes techniques ne permettant pas la production de digestat solide.

L'inspection estime que la réponse aux dysfonctionnements techniques ne se trouve pas dans des mesures dérogatoires à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

L'exploitant doit prendre toutes les mesures organisationnelles nécessaires et s'assurer d'une disponibilité des pièces afin de se prémunir des dysfonctionnements de son unité de méthanisation.

Une autorisation dérogatoire pourra néanmoins s'envisager si la situation le nécessite à nouveau et sera formalisée par un arrêté préfectoral complémentaire.

En cohérence avec le plan de remise en service technique des installations détaillé par l'exploitant dans sa note technique (cf. § 1.6 ci-dessous), l'inspection propose que l'autorisation préfectorale d'épandage du digestat brut soit accordée jusqu'à la fin de l'année 2023.

1.6- Remise en service technique des installations

Le plan de remise en service technique des installations, élaboré par PROMETER, avec son exploitant ENGIE Solutions chargé de sa mise en œuvre, prévoit une reprise progressive de la production avec :

- un objectif de taux de charge de 50 % dans le courant de l'été 2023 (révision des automatismes de tous les équipements) ;
- un objectif de taux de charge de 100 % pour la fin de l'année 2023 (mise en place d'un tampon entre l'évapo-concentration et le système de transfert du digestat solide ; modification du système de transfert du digestat solide depuis les centrifugeuses vers la plateforme de stockage extérieur).

1.7- Compatibilité de la demande aux prescriptions réglementaires

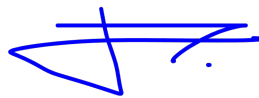
L'épandage direct du digestat brut, en lieu et place du digestat solide et liquide est une alternative conforme aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral avec les adaptations suivantes proposées par l'exploitant :

- épandage du digestat brut sur des parcelles des groupes 1 et 2 exclusivement ;
- adaptation et ajustement des quantités de digestat brut pour respecter les prescriptions et les doses à l'hectare, ainsi que les besoins azotés des cultures en place et prairies sur ces périodes d'épandage (optimum en fin de printemps et début d'été) ;
- utilisation d'un matériel d'épandage spécifique pour le digestat brut plus liquide permettant d'éviter la formation d'aérosols (tonnes à lisier avec rampes à pendillards) avec sous-traitance et intervention d'entreprises spécialisées et équipées.

2 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société PROMETER dans sa note technique, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques dus à l'épandage de digestat brut en lieu et place de digestat solide et liquide.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Aveyron d'accorder une autorisation environnementale jusqu'à la fin de l'année 2023 à la société PROMETER pour épandre du digestat brut dans l'attente de la résolution des difficultés techniques rencontrées, sous réserve du respect des adaptations ci-dessus.

APPROBATEUR	VÉRIFICATEUR	RÉDACTEUR
Le chef de l'unité inter-départementale	L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement
		
Frédéric BERLY	Jean-Jacques RATON	Fabrice LOUVART de PONTLEVOYE
DATE :	DATE : le 05/06/2023	DATE : le 05/06/2023



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

PROJET

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral d'autorisation temporaire n°

du

relatif à l'épandage de digestat brut produit par l'unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) exploitée par la société PROMETER

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 15 mars 2017 à la société PROMETER pour l'exploitation d'une unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220) ;
- Vu** la demande de l'exploitant présentée le 20 mars et complétée le 25 mai 2023 en vue d'obtenir une autorisation temporaire de six mois pour épandre du digestat brut traité thermiquement ;
- Vu** la note technique déposée à l'appui de sa demande ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 7 juin 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation temporaire porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 7 juin 2023 ;
- Vu** l'absence d'observation formulées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 7 juin 2023 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 11 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'installation rencontre de nombreuses difficultés techniques pour la mise en service des équipements de post-traitement du digestat brut après traitement thermique d'hygiénisation ;

Considérant que ces difficultés techniques rendent impossible la production de digestat solide et liquide en conformité avec l'arrêté d'autorisation et le plan d'épandage ;

Considérant que le digestat brut s'accumule dans les digesteurs et post-digesteurs et qu'il convient d'en épandre 25 000 m³ afin de :

- permettre à l'exploitant de reprendre l'incorporation de nouveaux intrants et relancer la production de biogaz ;
- couvrir les besoins des cultures et des prairies des agriculteurs et des éleveurs apporteurs ;

Considérant que l'exploitant a démontré dans sa note technique que :

- l'innocuité sanitaire du digestat brut thermiquement hygiénisé est garantie ;
- le digestat brut présente des concentrations en éléments traces métalliques (ETM) inférieures aux limites réglementaires ;
- la valeur agronomique du digestat brut est supérieure à celle du digestat solide ;
- l'épandage de digestat brut respecte les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé.

Considérant que les mesures d'adaptation de l'épandage proposées par l'exploitant sont de nature à prévenir les risques de pollution des sols et des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que l'exploitant a présenté un planning de remise en fonctionnement des équipements à six mois permettant à terme la production d'un digestat solide et liquide ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : durée de l'autorisation et quantité maximale à épandre

La société PROMETER exploitant l'unité de méthanisation de déchets organiques située au lieu-dit « SANGAYRAC » sur la commune de MONTBAZENS (12220), est autorisé à épandre 25 000 m³ de digestat brut jusqu'à la fin de l'année 2023.

Article 2 : Parcelles autorisées à l'épandage

Les parcelles autorisées à l'épandage de digestat brut sont les parcelles appartenant aux groupes d'aptitude suivants :

- groupe 1 : parcelles entièrement épandables sans aucune contrainte ;
- groupe 2 : parcelles épandables mais avec des zones d'exclusions soumises aux contraintes de distance ;

La liste des parcelles autorisées est annexée au présent arrêté.

Article 3 : Matériel d'épandage

L'épandage de digestat brut est réalisé avec un matériel de type tonne à lisier avec rampes à pendillards ou de tout autre matériel permettant de garantir un épandage limitant la formation d'aérosol.

Article 4 : Respect des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2017

L'épandage de digestat brut respecte les prescriptions techniques du chapitre 5.4 « Épandage » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

Article 5 : Quantité maximale à épandre à l'hectare

L'exploitant adapte et ajuste les quantités de digestat brut pour respecter les prescriptions et doses à l'hectare, ainsi que les besoins azotés des cultures en place et prairies sur ces périodes d'épandage conformément à l'article 5.4.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Article 6 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 :

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Montbazens pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Montbazens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société PROMETER. Une copie sera adressée au maire de Montbazens.

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Isabelle KNOWLES